



National Defence

Deputy Minister

National Defence Headquarters  
Ottawa, Ontario  
K1A 0K2

Défense nationale

Sous-ministre

Quartier général de la Défense nationale  
Ottawa, (Ontario)  
K1A 0K2

**JUN 27 2024**

L'honorable John Williamson  
Présidente du Comité permanent des comptes publics  
Chambre des communes  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0A6

Cher Monsieur Williamson,

La Défense nationale est heureuse de présenter au Comité permanent des comptes publics de la Chambre des communes le rapport de situation ci-joint sur le Système d'administration de la justice et de gestion de l'information.

Cordialement,

Stefanie Beck

Pièce jointes : 1

**Mise à jour du Comité permanent des comptes publics sur le  
Rapport 3 – L'administration de la justice dans les Forces armées canadiennes, des  
rapports du printemps 2018 du vérificateur général du Canada**

**Demande d'information du PACP :**

*Étant donné qu'une grande partie du succès des mesures correctives du Cabinet du Juge-avocat général dépendra de la mise en œuvre et de l'utilisation réussies du Système d'administration de la justice et de gestion de l'information (SAJGI), le Comité demande une mise à jour de l'état d'avancement du SAJGI, des premières rétroactions concernant son utilisation, ses pratiques de formation et des rétroactions concernant toute amélioration administrative dans le système de justice militaire.*

**Contexte**

Le 22 avril 2020, la Défense nationale a reçu une lettre du Comité permanent des comptes publics (PACP) demandant une mise à jour sur la mise en œuvre du Système d'administration de la justice et de gestion de l'information (SAJGI).

Dans sa réponse au Comité en mai 2020, la Défense nationale a indiqué que la pandémie de COVID-19 avait eu des répercussions sur les délais de développement du logiciel du SAJGI et sur son déploiement à grande échelle dans les Forces armées canadiennes (FAC).

Depuis lors, la Défense nationale a fourni au Comité des mises à jour régulières sur le déploiement du SAJGI, les améliorations fonctionnelles et administratives, ainsi que les pratiques de formation et des commentaires des utilisateurs. Il s'agit notamment de renseignements sur les travaux visant à garantir que le SAJGI reflète les changements substantiels apportés aux procédures d'audience sommaire, à la suite de la mise en œuvre des dispositions restantes du projet de loi C-77 (*Loi modifiant la Loi sur la défense nationale et apportant des modifications connexes et corrélatives à d'autres lois*) et de la *Déclaration des droits des victimes*.

L'année dernière, la Défense nationale s'est engagée à informer le Comité des progrès réalisés dans le développement et le déploiement du SAJGI d'ici le 30 juin 2024. Dans la dernière mise à jour ci-dessous, la Défense nationale confirme qu'elle reste sur la bonne voie pour commencer le déploiement du SAJGI à l'automne 2024 et qu'elle a achevé la planification d'une plateforme de formation en ligne correspondante pour les utilisateurs.

**Mise à jour sur le Système d'administration de la justice et de gestion de l'information**

*Déploiement et améliorations fonctionnelles et administratives du SAJGI*

Comme indiqué dans les précédentes mises à jour de la Défense nationale, les modifications à la *Loi sur la défense nationale* – résultant de la mise en œuvre des dispositions restantes du projet de loi C-77 en juin 2022 et de la *Déclaration des droits des victimes* – ont eu des répercussions importantes sur l'administration des dossiers de la justice militaire; plus immédiatement, l'introduction du nouveau processus d'audience sommaire.

Par conséquent, la Défense nationale continue de veiller à ce que le SAJGI tienne compte de ces développements, reflète le système de justice militaire tel qu'il existe aujourd'hui et

fournisse des données qui peuvent être mesurées et analysées de manière efficace. En effet, les améliorations fonctionnelles et administratives du SAJGI 2.0 sont liées à la garantie que ces changements sont reflétés dans le système mis à jour.

Par exemple, suite à l'entrée en vigueur du projet de loi C-77, les normes de temps applicables à chaque phase du processus de justice militaire ont été mises à jour pour refléter avec précision les changements apportés au système de justice militaire. Ces normes de temps actualisées ont été communiquées à l'ensemble des FAC par le Chef d'état-major de la défense (CEMD) en avril 2024. En outre, la planification se poursuit afin de s'assurer que les données concernant les procédures des cours martiales (p. ex., les données hébergées dans le système de la cour martiale [SCM] du Directeur - Poursuites militaires) sont accessibles depuis le SAJGI.

Il convient de noter que la Défense nationale reste en bonne voie pour commencer le déploiement du SAJGI 2.0 à l'automne 2024. Une ordonnance de mise en œuvre du CEMD sera diffusée à ce moment-là, afin d'orienter l'utilisation et la conformité du logiciel dans l'ensemble des FAC.

Le déploiement du SAJGI 2.0 sera achevé à la fin de l'été 2025.

#### *Pratiques de formation sur le SAJGI et commentaires des utilisateurs*

La Défense nationale a continué à intégrer les commentaires des utilisateurs dans le développement du système électronique de soutien du rendement (SESR). Le SESR est une combinaison de fichiers d'aide et de liens vers des logiciels qui permettront aux utilisateurs de naviguer efficacement dans le système et de garantir l'exactitude des données. Il sera entièrement mis en œuvre après le déploiement du SAJGI à l'été 2025.

La planification du SESR s'est achevée plus tôt que prévu, en décembre 2023. Le centre de soutien de l'apprentissage du Centre de développement de l'instruction des Forces canadiennes fournit la conception pédagogique pour modifier le contenu et développer également une fonction d'assistance virtuelle connexe. Le développement du contenu du SESR est en cours et devrait être finalisé d'ici le 31 décembre 2024.

#### **Futures mises à jour au Comité**

La poursuite du développement et de la mise en œuvre du SAJGI permettra à la Défense nationale de répondre directement à bon nombre des principales conclusions du vérificateur général, ainsi qu'à la recommandation 50 du rapport de l'autorité du troisième examen indépendante au ministre de la Défense nationale (rapport Fish), qui consiste à développer et à commencer à exploiter le SAJGI le plus rapidement possible. À cette fin, la Défense nationale reste en bonne voie pour achever le développement et le déploiement du SAJGI 2.0 d'ici l'été 2025 et fournira une mise à jour correspondante au Comité d'ici le 30 juin 2025.